

L'évolution de l'économie marocaine en longue période : Crise des modèles ou crise des élites ?

En un siècle et demi, le Maroc a connu des bouleversements considérables de son économie et de sa société. Du milieu du XIX^e siècle à la fin du XX^e siècle, le visage du pays, sa population, sa production, ses infrastructures, ses courants d'échanges ont été radicalement transformés. Cependant, des séquelles et des continuités étonnantes n'ont cessé de marquer le pays quelle que soit la phase d'évolution ou de bouleversement de ses structures socio-économiques et politiques sur une profondeur historique de près de deux siècles.

Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, le pays vivait relativement renfermé sur lui-même, tant les menaces ne cessaient de s'accumuler à ses portes. Les quelques tentatives d'ouverture vers les puissances européennes, Portugal et Angleterre, notamment, avaient été réduites à néant par la réaction violente de l'Europe à la reprise de la course. Le premier événement qui ébranla le pays et fit découvrir sa grande faiblesse en tant qu'Etat fut la défaite de la bataille d'Isly (1844), quatorze ans après l'occupation de l'Algérie par la France. Ce revers retentissant de l'armée chérifienne signa l'effondrement du Maroc considéré jusque là comme un pays avec lequel il fallait compter sur le plan militaire.

Cet événement traduisait, en fait, une situation intérieure extrêmement grave. Le pays était prisonnier d'un système d'exploitation des ressources, d'organisation territoriale et de structures administratives qui ne lui permettait guère de faire face à la montée irrésistible des impérialismes.

Son économie fragile et sa population peu nombreuse étaient le résultat d'une évolution de très longue durée. L'incapacité d'assurer en tout temps une production agricole capable d'assurer la substance de la population était une donnée de l'économie rurale. Cependant, il ne faut pas considérer l'aléa et la pénurie comme des fatalités permanentes qui frappaient la population et les régions d'une manière uniforme. Les fluctuations climatiques, la succession de bonnes années et de mauvaises années, ne laissaient aux populations qu'une étroite marge pour gérer, tant bien que mal, les sécheresses, voire les famines. Une culture de la pénurie était faite chez les paysans de précautions et d'anticipation, d'habitudes de stockages et d'échanges, de relations sociales et de solidarités de groupes qui permettaient de limiter les dégâts d'une crise de subsistance.

**Mohammed
Naciri**

(mn.naciri@gmail.com)

1. L'économie traditionnelle : aléas et crises de subsistance

Elle reposait essentiellement sur l'activité agro-sylvo-pastorale, selon les ressources disponibles destinées à répondre avant tout à la demande intérieure. Les villes assuraient une petite partie de leurs besoins alimentaires, mais elles restaient dépendantes des campagnes pour leur approvisionnement en céréales, en viandes, huiles, beurre, fruits secs et autres produits. Elles fournissaient des objets et des produits issus de la transformation des peaux, des laines et de produits agricoles divers.

Aux aléas du climat se combinait la sensibilité extrêmement variable des régions à leurs effets. Il y avait des différences entre le Nord et le Sud du pays, mais parfois plus encore dans la même région du fait de la variété des sols et des systèmes de pente et d'écoulement, des techniques agricoles employées et des cultures pratiquées. Les potentialités et les contraintes dessinaient ainsi des aires indécises de productions aux possibilités incertaines.

Le pays était globalement partagé en plusieurs grands ensembles agricoles, dont les échanges étaient limités par les difficultés de circulation entre les régions. La longueur des trajets et l'insécurité latente rendaient les complémentarités difficiles. Les échanges avec l'extérieur occupaient, selon la conjoncture, une place très variable, dépendant des apports du commerce caravanier et des possibilités d'exportation, le tout étant rythmé par la succession des bonnes et mauvaises années.

« Un pointage effectué pour les 106 années de 1807 à 1912 donne, au Nord comme au Sud, une année sur deux bonne ou satisfaisante, une sur trois moyenne ou médiocre, une sur cinq mauvaise (Michel, 1997). » Cette distribution dans le temps doit être croisée par l'infinie variété des sensibilités régionales pour comprendre.

– Les plaines littorales aux potentialités variables étaient vouées à la production céréalière et à l'élevage. Leurs potentialités productives n'étaient cependant pas égales. Le Rharb était handicapé par l'extension des zones inondables, les *merjas*. Les crues du Sebou et surtout celles du War'rha rendaient ces zones souvent inaccessibles. Les productions céréalières se réfugiaient sur les levées de ces deux grands cours d'eau. L'économie pastorale se cantonnait plus particulièrement aux zones marginales de la plaine : cordons dunaires littoraux aux sols sableux pauvres, ou au piémont des collines du Haut-Rharb.

La bordure littorale du Plateau central se caractérisait par une économie sylvo-pastorale. Elle constituait une coupure entre le Rharb et le reste des plaines du Sud, notamment par l'extension de la forêt de la Ma'amora. Ces plaines voyaient leurs possibilités productives diminuer du nord au sud. La Chaouia était considérée comme un grenier à blé qui restait cependant tributaire des pluies. A partir des Doukkala, la dégradation des conditions climatiques vers le sud rendait la culture des céréales éminemment précaire, l'orge remplaçant le blé dur. Seule une étroite frange

littorale était vouée surtout à la culture du maïs, dont la production est favorisée par l'humidité maritime. Plus on allait vers le sud, plus l'activité céréalière cédait le pas à une économie sylvo-pastorale dans les forêts d'arganiers : les céréales, sans irrigation, devenaient marginales, comme dans le Sous.

– Les plateaux et plaines intérieurs, Saïs, Tadla et Haouz, soulignaient un gradient vers l'aridité, compensé par une extension relative de l'irrigation. Le Saïs de Fès et de Meknès, aux sols bons mais handicapés par la présence d'une croûte calcaire à faible profondeur, favorisait l'extension du palmier nain et rendait les deux plateaux plus favorables à l'élevage qu'aux céréales. Quelques cultures irriguées se réfugiaient dans la faible incision des vallées dont les eaux descendaient du Moyen-Atlas, permettant le développement d'une petite irrigation.

Le Tadla, prolongé par la Bahira et la plaine de Bengrir, semi-aride, était une zone steppique où prédominait l'élevage. Les céréales n'y venaient que d'une manière exceptionnelle, quand la pluviosité était très abondante. Le Haouz, encore plus aride, constituait l'une des trois poches d'aridité dans le pays, avec le Souss et le bassin de la Moyenne Moulouya. La pluviométrie n'y permettait pas les cultures céréalières sans l'aide de l'irrigation.

– Les zones de montagne constituaient le troisième grand ensemble du pays. Contrairement aux plaines, les montagnes étaient plus peuplées. Elles se caractérisaient par une économie plus ouverte, grâce aux échanges avec les grandes villes (Fès pour le Nord, Marrakech pour le Sud). La montagne restait cependant très contrastée : certaines parties vivaient en économie fermée où la circulation monétaire était inconnue (Moyen-Atlas) (Foucauld, 1988), d'autres étaient plus ouvertes (Haut-Atlas). Ces dernières montagnes connaissaient une économie d'échange assez active, grâce au commerce saharien qui aboutissait à la côte atlantique à travers les cols du Haut-Atlas, passage obligé entre le Sahara et le reste du Maroc. Le piémont occidental (Dir) était riche par ses possibilités d'irrigation et ses productions fruitières. L'eau y était relativement abondante ; ce qui manquait le plus, c'était la terre. L'importance de la population permettait alors d'entreprendre des travaux d'aménagement, terrasses de cultures et systèmes hydrauliques. Cet aménagement pénétrait loin dans la profondeur de vallées inaccessibles.

Le Rif était davantage caractérisé par un système d'échanges internes basé sur la complémentarité entre les régions : les céréales du bas pays contre les fruits secs de la montagne. L'activité agricole était contrariée, cependant, par un relief qui ne facilitait guère la rétention des pluies, les plus abondantes du pays. Aussi, l'activité sylvo-pastorale était-elle un élément important de l'économie locale. Les pratiques de cultures sur brûlis transformaient la forêt en matorral, végétation dégradée impropre aux activités agricoles.

– Le monde des oasis avec leur extension saharienne constituait la quatrième dimension du Maroc. Vivant d'agriculture intensive, d'élevage

nomade et d'échanges avec le Sahara et le sud du pays, le monde des oasis était dominé par la compétition entre sédentaires et nomades. C'était un monde partagé entre la mouvance des tribus nomades et l'enracinement de communautés fortement structurées autour de l'utilisation de l'eau. Le commerce à longue distance était un élément essentiel de la vie de ces groupes. Aux productions proprement oasiennes s'ajoutaient les produits traditionnels du Soudan apportés par le commerce caravanier, encore actif au XX^e siècle. Ce commerce trouvait son débouché sur la mer, par Marrakech et Essaouira, d'une part, et par le Tafilalet, Fès et Tétouan d'autre part. L'occupation de l'Algérie par la France réorientait également les flux du commerce des confins maroco-algériens vers la Méditerranée, par Tlemcen et Tétouan.

Le Maroc, malgré sa variété régionale, était dominé par l'aléa climatique et la menace régulière de la pénurie. Il était, à cet égard, partagé en trois grands domaines de production des grains, élément fondamental pour la vie de la population :

- un Maroc du nord où la culture des céréales est toujours possible grâce à des précipitations suffisantes garantissant généralement les récoltes ;
- un Maroc où la production céréalière était fortement soumise à l'aléa climatique, les cultures étant déterminées par l'importance et la distribution saisonnière des précipitations ;
- enfin un Maroc où les céréales ne sont possibles que dans l'irrigué : le monde oasien et les marges sahariennes.

Cette incertitude pesait sur le cheptel dont la variété dépendait du milieu bioclimatique, du relief et des pratiques pastorales des populations : d'une manière générale, plus les conditions étaient difficiles, plus l'élevage passait des bovins, aux ovins et enfin au caprins et aux camélidés. Ces derniers assuraient une fonction importante dans l'échange comme animaux destinés au transport de longue distance, après la disparition de l'utilisation de la roue ; c'est pourquoi leur diffusion débordait largement leur aire naturelle d'acclimatation.

L'économie urbaine avait des fondements qui auraient permis des transformations significatives des structures de production. En effet, elle disposait dans les grandes villes, plus particulièrement à Fès et à Marrakech, des trois éléments indispensables à l'essor de la fabrication : l'énergie venant de l'utilisation de l'eau, les matières premières fournies par l'agriculture et l'élevage et, enfin, le savoir-faire des artisans. Malgré ces avantages, la stagnation des techniques ne permit pas une production à grande échelle qui aurait induit des transformations significatives de l'économie et de la société urbaine. Les élites urbaines ne peuvent pas investir dans la création industrielle ; elles se cantonnèrent dans l'accumulation du « capital symbolique », fait de privilèges et d'exemptions. Les pouvoirs locaux urbains et ruraux trouvaient ailleurs que dans la production et l'organisation des forces sociales leur avantage et leur horizon.

Cette économie traditionnelle était cependant sensible à l'évolution des relations du pays avec l'extérieur. Pour se protéger, le makhzen cherchait l'isolement. Mais l'affaiblissement de l'économie interne ne lui laissait pas le choix de sa politique. Au début du XIX^e siècle, l'ouverture sur l'extérieur s'imposait pour une double raison : fournir des produits nécessaires à la consommation interne, comme les cotonnades, et renflouer les finances publiques grâce aux entrées douanières. A l'exportation c'était essentiellement des produits agricoles. L'Europe avait besoin, la suite à l'expansion de son industrie textile et à l'augmentation de sa population, de laine et de céréales. Mais un système de monopole de ce commerce extérieur qui le mettait totalement entre les mains du sultan allait produire une crise commerciale, obligeant le pays à ouvrir davantage son économie, alors que ses structures internes n'étaient guère préparées à subir le choc de la libéralisation.

2. L'économie précoloniale : ouverture et crises financières

Les changements des rapports de force en Méditerranée, suite à la conquête de l'Algérie, furent départ d'une longue période de luttes d'influence entre les principales puissances de l'Europe. L'ouverture de l'économie allait se faire, jusqu'au début du XX^e siècle, dans des conditions de surenchère, de course aux positions entre Etats aux intérêts antagonistes. L'Angleterre, l'Espagne et la France et plus tard, l'Allemagne à la fin du siècle s'étaient lancées dans une compétition effrénée pour occuper une place de choix en tant que pouvoir d'intervention influent sur la politique du Makhzen et sur l'évolution de l'économie du pays. Les mutations que le Maroc allait connaître s'inscrivent en surimposition sur les structures économiques en place, sans en transformer les fondements. Le traité anglo-marocain de 1856 inaugura une ouverture du pays de plus en plus large, aux influences des Etats européens. Dans cette pénétration, l'Angleterre avait été le fer de lance, pressée par les ambitions industrielles et commerciales de Manchester, de Liverpool et de Londres et appuyée par les autres pays européens, pour forcer l'ouverture du pays. L'Espagne, par son agressivité militaire, avait mis le Maroc à genoux sur le plan financier par l'exigence d'indemnités de guerre dépassant ses possibilités, à la suite de la guerre de Tétouan en 1859-1860. La France avait entamé ses tentatives pour étendre ses zones d'influence et, plus tard, ses occupations territoriales.

Au cœur de la crise, le désordre monétaire

Les faits majeurs qui devaient marquer l'économie du pays et sa société peuvent être résumés dans les tendances suivantes :

– La pénétration économique par le développement du commerce allait rapidement prendre le pas sur les tentatives d'exploitation agricole, minière, ou de créations industrielles. Très peu spécialisées, les maisons de commerce tentaient de s'implanter profondément dans le marché marocain,

essayant, pour certaines d'entre elles, de capter le commerce caravanier venant du Sahara. Elles consolidaient leur position grâce aux interventions incessantes de leurs pays respectifs auprès du Makhzen, se taillant, à peu de frais, des positions prépondérantes, notamment en associant des Marocains à leurs entreprises et en essayant de s'adapter aux habitudes des consommateurs par de nombreux artifices allant parfois jusqu'à la contrefaçon et l'imitation de produits locaux.

– Avec l'afflux de l'immigration européenne, passant de quelques centaines au milieu du XIX^e siècle à plus d'une dizaine de milliers à sa fin, la tentation de l'exploitation des terres agricoles s'imposa malgré l'opposition du Makhzen. L'association avec les Marocains offrit l'opportunité d'acquisition de propriétés agricoles dans les environs des centres urbains et, avec le temps, dans l'intérieur du pays. Cette association constitua un véritable cheval de Troie pour la colonisation agraire, dont les initiatives avaient réussi à créer des domaines fonciers dans les plaines littorales du Rharb, de la Chaouia et du Doukkala. Les tentatives d'implantation dans le Souss allaient dans le sens de l'amorce d'une colonisation. A ce mouvement irrésistible le Makhzen ne pouvait rien opposer, d'autant plus que ce processus de pré-colonisation était porté par des associés marocains, hommes de paille ou vrais associés, facilitant la location de terres, leur acquisition plus ou moins légale voire simplement leur spoliation, comme dans le Rharb.

– L'engagement de certaines catégories de Marocains dans cette progressive mainmise sur l'économie marocaine ouvrit la voie à une véritable sécession des individus, par l'intermédiaire de la protection, en rompant les liens qui les plaçaient à l'intérieur de la communauté marocaine. Le régime de la protection avait été tellement dévoyé que les « protégés » échappaient à toute autorité du Makhzen, y compris sur le plan judiciaire et fiscal. Leur présence dans les campagnes attisait les troubles internes et obligeait le Makhzen à payer des indemnités pour préjudice occasionné aux protégés ou à leurs commanditaires, appuyés par les représentants consulaires qui étaient parvenus de se déployer des ports vers l'intérieur du pays.

– Le Makhzen ne perdait pas seulement les attributs de sa souveraineté. La conséquence de cette situation se manifestait, gravement, dans le domaine financier. Une partie de sa population, la plus privilégiée, n'était plus assujettie à l'impôt, alors que la crise financière de l'Etat ne cessait de s'approfondir. En effet, le paiement des indemnités de guerre à l'Espagne pour la libération de la ville de Tétouan, occupée après la défaite de l'armée sultanienne, avait entraîné une double dérive ; celle du prélèvement de la moitié des recettes des douanes pendant vingt ans pour payer les indemnités ; le manque de moyens de paiement poussa le Makhzen à emprunter, ce qui aggrava la crise. L'effondrement financier avait donc suivi la débâcle militaire et la limitation de la souveraineté. Le problème de la dette allait peser d'une manière permanente sur les destinées du Maroc. Aujourd'hui encore, elle constitue une donnée structurelle de l'économie marocaine.

Les graves déboires financiers du Makhzen ne s'arrêtèrent pas au problème du manque de liquidités destinées à faire face aux immenses besoins du pays pour financer les réformes et équiper le territoire en infrastructures de base qui lui manquaient cruellement. Les graves difficultés financières affectaient l'existence même du système monétaire.

En effet, tant que le Maroc vivait dans une économie traditionnelle, la monnaie était en phase avec son économie de subsistance marquée par l'aléa et la pénurie. Elle gardait toute sa valeur fixée au derniers tiers du XVIII^e siècle, parce qu'elle n'était pas confrontée à la « vérité » des taux de change avec d'autres monnaies. Mais dès le début du XIX^e siècle, des monnaies européennes commencèrent à circuler, parallèlement à la monnaie nationale. Tout au long du siècle, des processus d'érosion monétaire allaient conduire à une banqueroute financière. Les monnaies étrangères remplaçaient progressivement la monnaie nationale dont les pièces de bon aloi quittaient massivement le pays. La compensation de cette hémorragie monétaire par des pièces de moindre valeur (le bronze à la place de l'argent) précipita la dépréciation du *mithqal* dont les cours continuaient à s'effondrer, alors que les monnaies étrangères gagnaient en valeur et en usage pour les transactions commerciales, importations comme exportations.

Cette situation devait s'aggraver après la défaite du Maroc à Tétouan, face à l'Espagne. L'indemnité de guerre que le Makhzen dut payer pour l'évacuation de la ville était exigée en pièces d'or. Elle fut payée, la moitié à la signature des traités de 1860-1861, l'autre moitié étant prélevée directement par les contrôleurs espagnols sur les recettes des douanes, pendant vingt ans. Et comme le Maroc était exsangue sur le plan financier, il se tourna vers l'emprunt dont le remboursement était également exigé, par l'Angleterre, en monnaie forte. On a parlé d'une économie « dollarisée », à l'instar de certains pays d'Amérique latine aujourd'hui, pour qualifier ce dysfonctionnement monétaire lié à l'abandon d'un pan de souveraineté nationale, étape vers l'aliénation de l'indépendance du pays. Le Makhzen était fort conscient, mais impuissant à prévenir les conséquences de cet engrenage. Pour tenter de redresser la situation et parer à la dégradation continue de la monnaie, le Makhzen décréta sa réévaluation et la fixa un taux de change officiel, imposé à toute transaction. Cette mesure déclencha les protestations de tous les bénéficiaires de la débâcle financière du pays, étrangers et Marocains associés ou protégés. Ceux-ci, s'adonnant aux spéculations, au faux monnayage, à l'usure et aux exportations du bon numéraire, s'employèrent à rendre la mesure inopérante. Ce qui ne contribua donc en rien à changer le cours des choses.

Cette crise financière entraîna le déficit de la balance commerciale et constitua le facteur déterminant de l'échec de tous les projets d'équipement en infrastructures, notamment routières et portuaires, que le Makhzen se proposait de réaliser pour équiper le territoire et résister à la pénétration méthodique du pays. L'une des données essentielles dans cette évolution

était le blocage systématique des initiatives du gouvernement par la rivalité des grandes puissances qui se neutralisaient en vue d'empêcher l'une de prendre un avantage sur l'autre dans leur course effrénée vers la consolidation de leurs positions diplomatiques ou territoriales et le renforcement de leurs intérêts commerciaux respectifs. Une telle concurrence s'était manifestée dans le nombre de missions supposées conseiller le Makhzen dans les affaires économiques et militaires, mais qui n'étaient que des officines montant la garde pour qu'aucun ne pût prendre l'avantage sur l'autre.

Les conséquences de ces bouleversements devaient s'inscrire dans l'espace et sur les structures sociales, en termes de perte de territoires et de souveraineté de la prise de décision et, en fin de compte, d'échec des tentatives de réforme.

Le redéploiement spatial

Un long processus d'infléchissement vers la côte atlantique des courants d'échange méridiens mettant en relation la Méditerranée et le Sahara était déjà entamé au XVIII^e siècle. Le fait nouveau, au XIX^e siècle, ce fut la généralisation de la tendance qui avait engendré des différenciations remarquables de l'espace. Ces phénomènes s'étaient traduits par le reclassement des villes. Les villes traditionnelles commençaient à perdre leur prééminence, du fait de l'implantation d'immigrés européens, de l'installation de maisons de commerce, de légations diplomatiques et du développement des activités portuaires. Cette mutation s'était accomplie au détriment de villes portuaires comme Essaouira et Rabat-Salé. Des villes comme Tanger et Casablanca n'avaient pas gagné uniquement en influence de décision, mais également en population venant de l'extérieur comme de l'intérieur du pays. Les crises provoquées par la pénétration commerciale n'avaient laissé à la population des certaines zones rurales d'autre choix que d'affluer vers les villes. En 1900, le cinquième de la population, près de 6 000 personnes, habitait déjà dans des faubourgs autour de la ville de Casablanca.

Un autre phénomène, difficile à saisir mais signalé par tous les observateurs, fut l'extension de la zone d'influence de cette ville loin à l'intérieur du pays. Des communautés juives installées dans le Dir, à la jonction de la montagne et de la plaine, commençaient à constater leur déclin en tant qu'étapes incontournables du négoce passant par la montagne. Les villes de l'intérieur orientaient leur commerce vers la future capitale économique du pays. L'importation de produits de consommation comme le sucre, le thé, les cotonnades étendait très loin la domination commerciale de la ville. Par l'intermédiaire des souks, ces produits se répondaient largement, portés par des *sewaqas*, parfois d'origine urbaine comme à Salé. Au mouvement de concentration des activités et des décisions répondait le redéploiement de l'influence économique du littoral bien loin en

profondeur du territoire. Cette nouvelle tendance allait amorcer le phénomène de l'approfondissement des disparités régionales, avec la création de domaines fonciers, dans le cadre de l'association pour l'entreprise agricole, d'abord autour des villes, mais de plus en plus dans les plaines littorales. Les circuits commerciaux se mettaient donc en place, facilités par de meilleures relations postales entre l'intérieur et la côte et par la présence de relais constitués partout par des agents et des associés marocains recrutés par la minorité européenne pour développer ses activités de négoce et produire les prémices de la colonisation agraire. Des éléments plus actifs se déployaient dans les campagnes pour susciter des troubles sensés affaiblir le Makhzen et précipiter l'occupation territoriale, surtout à partir des marges, plus particulièrement les confins algéro-marocains. L'occupation et l'annexion de provinces marocaines, comme le Touat et le Tidékelt par la France, et les tentatives d'occupation des marges sahariennes par l'Espagne ne laissaient aucune illusion sur l'imminence de la crise qui allait conduire à la perte de l'indépendance.

L'économie d'échange et la désertion de l'élite

Les premières victimes de la crise monétaire étaient les petites gens dont les maigres pièces se dépréciaient rapidement, alors que les catégories bénéficiaires de l'ouverture, les protégés en tête, voyaient leurs intérêts consolidés. Il n'était donc pas étonnant qu'elles aient pesé dans le sens d'une plus grande alliance avec les grandes puissances, garantes de leur statut, de la protection de leur personne et de leurs biens. Ces privilèges étaient acquis non seulement par des individus, mais ils profitaient également à des communautés rurales et à des institutions religieuses et des confréries comme la Zawya d'Ouezzane. Une frange de l'élite urbaine trouva dans cette ouverture des postes, des revenus et des relations qui lui permirent de faire fortune. L'Etat avait besoin de personnel instruit de bonne famille pour faire face aux multiples fonctions devenues nécessaires pour l'administration du Makhzen. Certains membres de cette élite avaient créé des maisons de commerce qui avaient leurs succursales au Sénégal pour la vente des produits de l'artisanat et à Manchester pour faciliter l'importation de vaisselle en argent utilisée dans la préparation du thé ainsi que de verrerie de cristal, de miroirs, d'horloges, de cotonnades de bonne facture et de tout une série d'objets de luxe.

Parallèlement à cette extension de la consommation, la crise de l'artisanat frappait de plein fouet les corporations d'artisans qui voyaient le marché des produits importés, moins chers, s'étendre au détriment de leurs produits dont les matières premières avaient connu un fort renchérissement. Les paysans formaient la catégorie la plus touchée par les différentes crises qu'avait connues le pays. Rien ne les épargnait, ni les sécheresses, ni l'invasion de criquets, ni la loi du marché et l'économie d'échange qui les rendaient

dépendants, ni les exactions fiscales et l'autoritarisme des qaïds dont le pouvoir montait en puissance. Ceux-ci multipliaient les abus et asservissaient les paysans en les soumettaient au service de la corvée. Les associations avec les étrangers ou avec les citoyens finissaient souvent par les dépouiller de leurs biens. Ils n'avaient alors d'autre recours, contre tant de malheurs, que d'aller vers la ville chercher à vivre dans les incertitudes d'un monde en plein bouleversement. Les valeurs traditionnelles qui structuraient la société étaient en passe de décliner pour laisser la place à d'autres critères, d'autres comportements, une autre vision du monde marqué par des différenciations sociales basées sur l'accumulation des revenus venant davantage de tissus de relations que de la création de richesses obtenues par le travail et l'investissement. Une telle société préfigurait déjà ce que, plus tard pendant le XX^e siècle, seront les valeurs dominantes du changement et de la promotion sociale.

La défaillance des élites urbaine et rurale, qui avaient lié leur sort aux puissances extérieures par l'intermédiaire de la protection et leur enrichissement à l'ouverture, rendaient la marge de manœuvre du Makhzen extrêmement étroite. Les réformes tardives de l'administration, de la fiscalité, les projets d'infrastructure, les tentatives d'assainissement financier n'avaient trouvé aucune condition favorable à l'amélioration de la situation du pays. La connivence profonde entre les élites et leurs mandataires, voire leur complicité sinon leur alliance stratégique, allait contraindre le Makhzen à l'abdication progressive de la souveraineté et à l'acceptation, au bout du compte, de l'aliénation de l'indépendance du pays.

3. Le Protectorat : processus de différenciation de l'espace, de l'économie et de la société

Les caractéristiques de l'économie précoloniale apparaissent, aujourd'hui, comme les linéaments d'un système en gestation dont la conclusion du traité du Protectorat allait précipiter l'enfantement. En effet, le régime établi en mars 1912 engagea rapidement les grandes orientations que devait suivre le Protectorat pendant sa relativement brève existence. Entre la date de la signature du traité et le départ de Lyautey en 1925, toutes les grandes décisions dans le domaine de l'économie étaient déjà prises : travaux d'infrastructure et d'équipement, colonisation agraire, exploitation minière, commerce et système bancaire. Parallèlement à ces grandes orientations, un système autoritaire, où les militaires jouaient un rôle prépondérant, mettait en place une administration autoritaire pour contrôler étroitement le Makhzen et faire taire violemment les résistances du pays. Elle offrit à la minorité européenne des conditions d'établissement favorables par l'octroi d'avantages et de privilèges, servant plus particulièrement les intérêts français. Tout cela intervenait au détriment d'une population profondément atteinte par une série de ruptures dans ses moyens

d'existence et dans ses rapports sociaux, par une mise en valeur qui bouleversait de fond en comble ses conditions de vie. Seule une petite fraction de Marocains profita de l'aubaine en récompense des services rendus à la colonisation.

La route : un vecteur pour la colonisation agraire

La maîtrise du territoire par la mise en place des infrastructures de communication fut réalisée dans des circonstances particulières et selon des modalités spécifiques. En effet, il fallait soumettre le pays, en utilisant un armement moderne pour l'époque. Aussi, chaque fois qu'une portion de territoire était occupée, il fallait relier le front à l'arrière, par une route ; le tracé du réseau routier suivait donc l'avancement des troupes. Dans les plaines, rapidement conquises, la route une fois tracée sert aussi de vecteur pour une autre conquête, la colonisation agraire. L'installation des colons le long du réseau routier principal n'est pas envisagée uniquement pour faciliter la circulation des hommes et des produits. C'est un maillage plus ou moins serré, dans les plaines à potentiel agricole riche, conçu en fonction de la sécurité. On peut dire la même chose pour le tracé des pistes ; elles sont à la fois la voie de pénétration militaire et la voie de l'exploitation minière. Dans les deux cas, la complémentarité entre la fonction militaire et la fonction économique sera la marque essentielle du processus de conquête du territoire et de son équipement.

La progression de cette emprise part d'un point focal : Casablanca. Le réseau routier et la ligne de chemin de fer vont pousser leurs antennes en direction de l'intérieur, vers l'est, le nord et le sud, privilégiant les zones riches au détriment des régions de montagne et d'oasis.

L'axe majeur des échanges est dorénavant perpendiculaire à l'ancien axe traditionnel de relation nord-sud. Cette orientation a été renforcée par les nécessités stratégiques des relations avec l'Algérie. Elle est renforcée par la ligne de frontière entre les deux protectorats espagnol et français, frontière à travers laquelle les échanges sont limités. A cette pénétration vers l'intérieur, modulée selon les progrès de la « pacification » et de l'intérêt économique, commercial ou minier, correspond un mouvement inverse : celui de la population qui accourt vers les villes du littoral, surtout vers Casablanca. Cette mobilité des populations, amorcée timidement à la fin du XIX^e siècle s'intensifia avec le départ de paysans spoliés de leurs terres ou d'artisans ruinés par la concurrence des produits importés (3). A ces contingents d'émigrés des campagnes à la recherche de travail, s'ajoutent des commerçants et quelques hommes d'affaire citadins déjà intégrés dans les nouveaux circuits de négoce depuis la fin du XIX^e siècle. Les Fassis et les Swassas vont constituer les premiers contingents d'acteurs économiques dynamiques, brimés pendant la colonisation, mais qui vont progressivement, pendant le XX^e siècle, finir par dominer l'espace économique casablancais.

Colonisation privée

La nouvelle administration mise en place dès le lendemain de l'établissement du Protectorat accorda une attention particulière à la colonisation agraire qui avait occupé déjà près de 80 000 hectares. Devant les mouvements de résistance des tribus, il fallait à la fois faire semblant de protéger leur terre, tout en cherchant les moyens juridique et politique de les dépouiller. En considérant que les terres guich sont propriété éminente de l'Etat, les droits des tribus étaient réduits à l'usufruit. De cette manière, le Protectorat disposait de terres qui furent érigées en zones de colonisation officielle (200 000 ha en 1932), genre d'un nouveau guich qui fut l'un des appuis déterminé du nouveau régime. Par ailleurs, et malgré le dahir sur le caractère inaliénable des terres collectives, les arguties juridiques, les pressions politiques et les expropriations pour intérêt public, finirent par ouvrir la voie à l'extension de la colonisation privée (360 000 ha en 1932). La plaine du Rharb, le Saïs de Fès-Meknès, la Chaouia, le Haouz, le Souss connurent rapidement l'extension de la colonisation, par spoliation ou entente forcée, sur près de 600 000 ha des meilleures terres du pays.

Un débat s'engagea sur la forme à donner à cette colonisation : petite et moyenne colonisation à l'instar de l'Algérie ou grands domaines fonciers aux mains de grandes compagnies agraires de type capitaliste ? Lyautey, modernisateur, penche vers ce dernier choix. Au terme des attributions et des acquisitions de terres, des pressions des milieux de la colonisation organisés dans les chambres d'agriculture, l'option est prise pour des solutions intermédiaires, combinant la petite et moyenne colonisation à la grande, distribuant de petits lots dans les environs des villes, mais laissant au grand capital le soin de se tailler des domaines considérables, de plusieurs milliers d'hectares, dans les meilleures plaines du pays. La colonisation agraire espagnole, dotée de moins de terres et dont le statut juridique n'avait pas bénéficié des garanties offertes par le régime de la conservation foncière, fit place également à la grande entreprise agricole. La compagnie du Loukkos, avec des capitaux franco-espagnols, était en possession d'un domaine de près de 6 000 ha. D'une manière générale, la grande exploitation finit par dominer, les domaines de plusieurs centaines d'hectares en constituant la majorité.

La mise en valeur de ces terres s'orienta, rapidement vers les cultures riches et rentables (blé tendre, légumineuses, riz, coton, agrumes) destinées à l'exportation. Elle laissa à l'écart les quatre cinquièmes de la population rurale obligés d'assurer leur propre subsistance avec les moyens traditionnels d'une paysannerie en voie d'accroissement démographique (Guillaume, 1955 ; Hoffherr et Moris, 1934). La production de denrées alimentaires pour la consommation des Marocains n'est nullement considérée comme une priorité. Les plus grands soins ont été, au contraire, consacrés à l'amélioration des techniques agricoles des colons, aux grands travaux d'irrigation, notamment dans les plaines où l'aridité constitue un handicap pour les cultures,

notamment dans le Haouz et le Tadla. Le fleuron de cet équipement hydraulique est le barrage de Bin-El-Ouidane. Les grandes entreprises des travaux publics trouvent leur compte dans ces grandes réalisations. Ainsi les intérêts de ce secteur se trouvent objectivement liés au pouvoir de l'administration des Travaux publics, un des pôles d'influence du Protectorat.

Les travaux d'équipements et de drainage et d'amélioration des sols, dans le Rharb, par exemple, sont un aspect de cette politique. Ils sont entrepris en vue de lever les contraintes des sols lourds d'une plaine alluviale menacée par les inondations. Les terres bonifiées ou irriguées sont destinées essentiellement à renforcer le secteur de la colonisation et lui permettre de faire des spéculations de haute rentabilité, comme pour les agrumes.

Le Protectorat, dévoué à la cause des colons, est constamment tenu de donner plus d'avantages et de privilèges de tout ordre – fiscal de crédits, d'appuis techniques, d'aides multiformes – aux différentes catégories de colon. Les contestations, les pétitions, l'agitation viennent des colons de petites et moyennes exploitations, surtout dans les temps de crise du début des années trente, ceux-ci étant confortés, appuyés et relayés par la grande colonisation agraire. La conjonction des intérêts de l'ensemble des bénéficiaires de la politique coloniale s'explique par la nécessité de concilier les intérêts parfois contradictoires, mais finalement solidaires, des différentes catégories de la colonisation agraire et de l'administration du Protectorat.

C'est dans le domaine de l'exploitation minière et du système bancaire qu'on peut saisir les liens entre secteur étatique et intérêts privés. En matière d'exploitation minière, l'administration coloniale s'est réservé les phosphates, source de revenus pour l'Etat colonial qui dispose ainsi de ressources considérables pour le financement de sa politique. A la fin du Protectorat, la production atteint 5 millions de tonnes, constituant la moitié des exportations et plaçant le pays au rang du deuxième producteur et de premier exportateur mondial.

Les richesses minières de moindre ampleur sont laissées aux intérêts privés, auxquels participent les grandes banques, comme la plus célèbre d'entre elles, la Banque de Paris et des Pays-Bas. Cette alliance entre capitaux publics et capitaux privés se traduit par une osmose entre les hauts fonctionnaires de l'Etat colonial et les entrepreneurs du secteur privé. C'est ainsi que les grands organismes publics, dans le domaine minier, accordent à leurs cadres supérieurs des privilèges qui les mettent apparemment à l'abri des tentations du privé. Mais les grandes affaires privées les récupèrent comme membres de conseils d'administration, conseillers ou dirigeants après leur départ anticipé ou réglementaire de l'administration publique.

Cette interpénétration des intérêts explique l'effort constant de l'administration coloniale pour surmonter les contraintes instituées par la Conférence d'Algésiras en 1906, qui établissait un régime douanier limitant les droits d'entrée au Maroc des produits importés à 10 % de leur valeur. Cette ouverture du marché gênait les intérêts français et empêchait

l'établissement d'un monopole à leur profit. L'administration du Protectorat multiplia les mesures pour détourner cette législation internationale en vue d'instituer une politique de protection du marché intérieur favorable aux intérêts de la colonisation.

Ce régime est donc éminemment favorable aux exportations des matières premières et aux importations des produits manufacturés. Une telle politique permet d'expliquer la faible industrialisation du pays, la prépondérance des activités d'import-export qui créèrent une classe privilégiée ayant un niveau de vie largement supérieur à celui des catégories similaires en France. Les efforts de protection de ses intérêts ne concernent pas uniquement la lutte contre les concurrents extérieurs. Une opposition farouche empêcha le capital commercial marocain d'investir dans les petites industries de transformation. La création d'activités industrielles aurait pu doter le pays d'une base économique. Les intérêts économiques privilégient le commerce et les services. Les différentes mesures concernant la protection des produits locaux et leur acceptation sur le marché français en franchise de douane confortent l'évolution vers la protection du marché intérieur à partir de la crise des années trente. L'établissement du contrôle des changes et les circonstances de la guerre ont poussé à la création d'industries de substitution destinées à répondre aux besoins de la colonie européenne et accessoirement à la demande du marché de consommation des Marocains, au pouvoir d'achat très faible. Mais la frange d'ouvriers engagés dans des activités de type industriel ou de services ne participent guère à la prospérité et aux profits énormes réalisés par leur entreprise.

Le mouvement d'industrialisation d'après guerre, essentiellement à Casablanca, a profité d'un régime très favorable aux capitaux français publics et privés, ceux-ci venant plus particulièrement d'Indochine et trouvant au Maroc un marché protégé, des conditions très libérales pour les investissements, grâce à des dérogations fiscales, à la faiblesse des charges sociales et au coût réduit de la main-d'œuvre. Au rythme lent, entre les deux guerres, du développement industriel se cantonnant alors dans les industries alimentaires et les matériaux de construction va se substituer entre 1938 et 1948 une croissance industrielle diversifiée et forte de près de 5 % l'an. Cette tendance va se renforcer entre 1949 et la fin du Protectorat en 1955, période pendant la quelle la croissance industrielle atteint 9 % l'an. La crise du Protectorat ne permet pas la poursuite de cette tendance et le renforcement de cette base industrielle. La structure des industries est assez diversifiée ; allant, par ordre d'importance, des industries alimentaires aux des industries textiles et métallurgiques, du secteur de bois aux industries chimiques et activités des secteurs annexes du bâtiment, elle emploie en 1936, dans l'ensemble du pays près de 17 000 personnes dans les industries de transformation, dans des établissements de petite taille, voisinant avec de grandes sociétés. A la fin du Protectorat, ce chiffre d'employés dans l'industrie est multiplié par cinq.

Malgré cette croissance rapide des activités industrielles, le Maroc reste un pays à économie fortement marquée par le secteur agricole : une colonisation agraire accaparant les meilleures terres dont une partie irriguée atteignant le million d'hectares et des millions de ruraux subissant les effets de l'économie monétaire, en rapide accroissement démographique, cantonnés sur des terres de qualité médiocre ou confinés dans des pâturages de plus en plus surexploités. Dépendant économiquement, le Maroc se trouve, par ailleurs, avec une monnaie intégrée à la zone franc, ayant une balance commerciale déficitaire, exportant des matières premières sensibles à la conjoncture et de faible valeur, et important des produits manufacturés qui permettent aux maisons de commerce et au secteur de l'import-export de réaliser des profits exorbitants. Les traits classiques d'une économie coloniale que le changement de régime pendant un demi-siècle n'a pas sorti des séquelles d'une ouverture sauvage sur le marché extérieur, alors que ses structures internes étaient incapables d'en assumer les contraintes.

Cette évolution explique les faits majeurs du régime du Protectorat ; il est à l'origine de la création d'une double disparité : une disparité spatiale qui s'explique par les modalités de la mise en valeur du pays et de son équipement discriminatoire, conçu essentiellement en fonction des intérêts de la colonisation ; son action a contribué par le contrôle de la population à l'affaiblissement du Makhzen au niveau central et à son renforcement au niveau local. Ses auxiliaires, qaïds, chioukh et moqadmine, ont permis à l'autoritarisme et à la violence du Protectorat de rejeter sur le personnel du makhzen la responsabilité de la répression quotidienne. Or, la politique officielle du Protectorat dans tous les domaines, depuis l'éducation jusqu'à l'emploi, vise à maintenir les Marocains divisés, ayant des responsabilités subalternes, vivant avec une minorité dont le projet politique est la co-souveraineté. Pour réaliser un tel objectif, l'appui des notables ruraux et citadins est nécessaire. Aussi une petite fraction de Marocains s'est-elle trouvée associée à l'œuvre coloniale, creusant ainsi les disparités sociales apparues à l'ouverture du Maroc au XIX^e siècle.

Avec ses deux secteurs socio-économiques, le territoire, en partie modernisé et la société dont les rapports pâtissent de la désagrégation de ses structures, combinent le renforcement des inégalités sociales à l'émergence des disparités de l'espace : le dualisme est né (Ayache, 1956).

L'Indépendance devait produire les antidotes à cette évolution mais les structures laissées par le Protectorat se sont avérées d'une résistance à toute épreuve.

L'Indépendance : antidotes et résistances

L'euphorie des premières années de l'Indépendance n'a pas tardé de retomber devant les grandes orientations prises à partir de 1960. Entre 1958 et 1960, une tentative de réforme de l'économie et de la société a été engagée. Un plan de réforme a été mis en œuvre : « Il (ce plan de réforme) propose

notamment : un processus de nationalisation ; un élargissement de l'espace du secteur public ; un développement de l'industrie lourde (industries industrialisantes) ; une réforme agraire ; une planification impérative et à long terme ; l'attribution d'un rôle central à l'Etat ; une extension et un approfondissement du marché intérieur ; un contrôle du mouvement des capitaux étrangers et la suppression des incitations aux investissements étrangers ; un rejet de la spécialisation économique (modèle de substitution des importations) ; enfin un cheminement vers une « déconnexion » par rapport au capitalisme dans le cadre d'une « économie collective » en vue de la construction d'un espace maghrébin », « ce projet social devait déboucher à terme sur la mise en place d'institutions propres à l'Etat-providence » (El Aoufi, 1999).

Le pari ambigu sur l'agriculture

Cet ambitieux programme de réformes n'a pas tardé à se heurter aux contradictions d'intérêts et d'orientations qui ont marqué les débuts des années soixante. Les ambitions ont rapidement été ramenées à une vision plus modeste des transformations économiques et sociales à promouvoir : développement de l'agriculture, encouragement du tourisme (déjà une option prise au début du siècle par Lyautey), formation des cadres pour pallier le manque de personnel d'encadrement dans tous les domaines. Le principe d'une réforme agraire n'est pas été rejeté explicitement, mais il fallait attendre 1963 pour récupérer les terres de la colonisation officielle, et 1973 pour reprendre les terres de la colonisation privée, l'ensemble constituant plus d'un million d'hectares. Une partie très réduite de ces terres a été distribuée à des paysans organisés en coopératives de la Réforme agraire. Ces terres récupérées ont pour la plupart été cédées, vendues ou données à des privés ; leur superficie est devenue comme une peau de chagrin. Ce qui en restait a été confié à deux sociétés d'Etat pour en assurer la gestion.

Les transformations de l'agriculture se sont focalisées sur l'intervention technique destinée à augmenter la production. Le grand projet de développement du bassin du Sebou, qui devait constituer un modèle de restructuration agraire, de refonte des cadres sociaux et économiques de l'organisation traditionnelle de la paysannerie, a été abandonné. La création des sociétés de développement villageois était apparue comme une initiative qui allait bouleverser les structures des campagnes. On a retenu de l'ensemble du projet sa composante technique : l'équipement pour l'irrigation. Plus tard, des « opérations » de vulgarisation ont été lancées sur l'ensemble du Maroc : l'opération engrais, l'opération semences sélectionnées, l'opération épierrage... sont, devenues le substitut d'une politique de réforme de l'agriculture, d'un véritable développement rural. L'action des agents de vulgarisation dans les campagnes ne pouvait que déboucher sur une intervention individualisée, profitant aux notables plus qu'à la masse des paysans. L'administration de l'agriculture ne concevait d'interlocuteurs que

des individus, pris séparément, réduits à ses logiques technocratiques. Les rares expériences de coopérative de la réforme agraire ont été très limitées. La fixation sur l'augmentation de la production avait fait oublier la nécessaire amélioration des conditions de vie des fellahs. Les campagnes sont restées le champ de l'analphabétisme, sans eau, sans électricité, pour la plupart dans enclavées.

Le Maroc vit un paradoxe étonnant: c'est le pays qui, en termes d'investissement, a dépensé énormément pour la modernisation de ses campagnes. Il en est résulté une croissance significative de la production, une diversification des produits, mais les processus du développement des campagnes sont très lents ou entravés. La population rurale est resté médiocrement dotée d'équipements, d'infrastructures, de conditions acceptables d'habitation et de confort, de santé et de formation. Les conséquences de cette évolution ont été le chômage des jeunes ruraux et l'intensification de l'émigration vers les villes.

La politique de l'extension de l'irrigation s'est développée dans le cadre des neuf périmètres de mise en valeur, dominés par des barrages dont les réservoirs ont servi de volant de sécurité pour l'approvisionnement en eau, agricole et urbaine, pendant les années de sécheresse. Les zones dominées par les barrages ne sont pas, cependant, toutes mises en valeur. Dans les plaines où les ressources existantes et potentielles sont loin d'être négligeables, l'espace rural se présente en tâches de peau de panthère, alternant des îlots de prospérité agricole et de larges poches de pauvreté rurale. L'extension de l'irrigation a été la grande affaire du siècle pour l'agriculture marocaine. L'objectif du million d'hectares irrigués, en grande, moyenne et petites hydraulique, est atteint. Mais ces terres ne représentent que 10 % de la superficie agricole, alors qu'elles ont bénéficié, il n'y a pas si longtemps encore, en matière d'allocation de ressources, de 60 % des possibilités du financement de l'agriculture, au détriment des régions qui concentrent la très grande majorité de la population rurale.

Remises en cause internes et incertitudes externes

La prise de conscience de ces fortes disparités et de l'état général du monde rural a conduit à la prise en compte de la nécessité de l'amélioration de la production dans les terres *bour*, d'agriculture pluviale. Sous l'impulsion de la Banque mondiale, des projets intégrés ont été mis en œuvre sur les plateaux et dans les plaines littorales. Leur succès a été très limité: la multiplicité des intervenants et les problèmes de coordination n'ont pas permis à ces zones d'intervention un réel développement de leurs potentialités. La création des périmètres de mise en valeur en *bour* montre le souci de sortir des impasses de la politique agricole, mais révèle en même temps les limites de cette volonté. En effet, les interventions et directives dans ce domaine ne semblent pas laisser une marge de manœuvre à l'action sociale à travers la gestion participative des projets. Certes, l'aménagement physique des

terres agricole suppose une intervention lourde en moyens financiers, en matériels et en encadrement. Mais, suffit-il de vouloir mettre en valeur la terre sans que celui qui la cultive soit au centre focal des processus du changement ? Dans les zones irriguées, les techniciens s'aperçoivent des limites de leur savoir-faire technique en matière de gestion de l'eau. Un tournant est pris, mais les structures résistent à la mise en question et à la remise en cause.

Le législateur est conscient de cette nécessité. Dans la loi sur les associations des usagers de eaux agricoles, il affirme que « l'option prise depuis l'Indépendance pour un aménagement hydro-agricole, dans ses objectifs et mesures d'exécution et de gestion, fait progressivement place à un autre choix faisant appel à la participation des usagers en vue d'aboutir à un meilleur emploi des eaux et des réseaux d'irrigation » Cependant, les réalisations ne sont pas à la hauteur des intentions : les bilans faits en matière de constitution des associations des usagers de l'eau agricole et l'évaluation de leur fonctionnement montrent que le chemin est encore long pour maximiser, socialement, économiquement et techniquement les investissements lourds faits dans les zones d'irrigation depuis l'Indépendance.

Ces zones de prospérité relative que le Maroc a mis plus d'un demi-siècle à bâtir sont sérieusement menacées ; la ville rampe d'une manière continue, parfois sur les meilleures terres irriguées, sans parler des terres bour favorable qui sont les premières à être envahies par l'urbanisation. La perte en terres agricoles, parmi les plus productive du pays, dans les Saïs de Fès et de Meknès, par exemple, constitue l'un des menaces majeures pour l'agriculture des décennies à venir. Les dysfonctionnements internes ne sont pas les seuls à devoir être pris en compte, toute l'économie du pays est menacée par des facteurs externes sur lesquels le Maroc n'a pas de prise.

L'encouragement, pendant les cinquante dernières années, à la production pour l'exportation est une politique qui a été expérimentée déjà par la colonisation. Les conditions étaient alors favorables grâce aux franchises de douane permettant l'accès libre des produits agricoles marocains au marché français. Le Maroc a bénéficié de certaines mesures favorables à l'entrée de ses produits agricoles sur le marché européen. Mais ces temps sont déjà révolus. Or, aujourd'hui, l'agriculture moderne, essentiellement exportatrice, est de plus en plus dépendante des marchés extérieurs dont la fermeture handicape son développement. Exposée aux fluctuations d'une conjoncture instable, l'agriculture marocaine est confrontée à des défis majeurs, interne et externe : conduire le développement rural qui s'avère être une œuvre de très longue haleine, tant les retards accumulés dans le développement des campagnes est considérable ; gagner le pari d'une agriculture diversifiée et performante capable de faire face à la concurrence des produits agricoles d'importation et se tailler des parts de marché ailleurs, en Europe, en Amérique et en Asie. Des limites rendent l'atteinte de ces objectifs aléatoire : depuis deux décennies, la rareté croissante des disponibilités en eau représente

une menace sérieuse pour la production agricole et, plus particulièrement, pour les produits d'exportation ; les contraintes de la rareté de l'eau et le déficit en technologie de pointe en matière d'amélioration des techniques de production et de commercialisation handicapent la plupart des campagnes les plus modernes. Par ailleurs, l'option stratégique pour l'agriculture n'a guère été accompagnée par un effort soutenu pour surmonter la faiblesse congénitale de la recherche agronomique, actuellement en pleine réorientation. Or, le développement des savoirs technologique, dans ce domaine, des produits du terroir, labellisés, est l'un des enjeux de la future décennie, avant que la suppression de toutes entraves douanières ne permette l'accès libre des produits agricoles étrangers au marché national. Les clauses de sauvegarde prévues pour ralentir le choc de la libéralisation ne pourront que retarder l'échéance d'une évolution inéluctable.

Les défaillances d'un modèle de gestion des affaires publiques

Les choix faits pour installer l'agriculture au cœur du développement économique ont été loin d'atteindre leurs objectifs. L'une des raisons des limites de l'action des pouvoirs publics est leur propension à vouloir concilier l'impératif du dirigisme et la tentation du credo libéral. Ce mélange d'orientations a été à l'origine d'un double processus : le secteur public est en principe tenu par les décisions résultant d'orientations élaborées dans le cadre du plan. Mais dès que les ressources sont allouées et les responsabilités de gestion et d'exécution confiées aux dirigeants des organismes publics, toute latitude est laissée à chacun d'entre eux pour réaliser son programme, en principe dans le cadre des orientations décidées par le gouvernement. En réalité, chaque responsable d'un organisme public adopte un comportement autonome dans la gestion soit d'une direction centrale, d'un office, d'un centre ou d'une banque publique. La planification dite incitative devient alors un cadre flou qui permet tous les accommodements, dans la mesure où les ressources sont allouées après les négociations et les arbitrages d'usage qui se déroulent avant l'adoption par le gouvernement de la loi de finance. L'action publique est ainsi soumise, non à une logique globale et cohérente en fonction d'objectifs à long terme, mais obéit, chaque année, plus à l'impératif budgétaire qu'aux options considérées prioritaires par les décisions globale du plan. Les conseils d'administration des organismes publics, censés exercer des contrôles sur la conformité de la gestion aux objectifs arrêtés préalablement, se contentent, en fait, d'entériner les bilans présentés par chaque responsable, à charge pour lui d'avoir le même comportement quand il assiste à la réunion d'autres conseils d'administration. Il en est ainsi de toute la hiérarchie des instances de décision, ce qui empêche les décideurs, au niveau global, de connaître la nature réelle de l'évolution de la situation économique. Il faut parfois un rapport d'une institution financière étrangère pour attirer l'attention sur le dysfonctionnement du système de décision et de gestion, pour que les pouvoirs publics tentent

de redresser la situation. L'exemple le plus lourd de sens est le rappel, par le Roi Hassan II, devant le parlement réuni en séance solennelle d'entrée parlementaire en 1995, des conclusions d'un rapport alarmant de la Banque mondiale sur la situation économique et sociale au Maroc. Il utilise alors une métaphore destinée à frapper les esprits en disant que le pays est menacé d'un « arrêt cardiaque ».

Le Maroc a hérité de la colonisation un secteur public dominant ; il est devenu, par la suite, pléthorique et attrayant, dans la mesure où les avantages acquis par ses dirigeants du temps de la colonisation, ont été reconduits pour les responsables des organismes d'Etat ou des charges ministérielles. L'un des enjeux des cadres supérieurs de l'Etat est d'occuper ces places fortes : toute une circulation de hautes personnalités, à peu près toujours les mêmes, balisent, parfois durant des décennies, les principales étapes de l'évolution du secteur public, sans que leur gestion soit évaluée pour en célébrer les mérites ou en déplorer les défaillances. Les réseaux d'accompagnement de ces carrières assurent et confortent le dirigeant dans sa position. Ainsi, un esprit d'impunité s'est installé dans la gestion des affaires publiques. Ce n'est que des années plus tard qu'on s'aperçoit des dérives, des errements, et des inconséquences d'une gestion ou d'une politique dont il devient alors difficile d'en enrayer les conséquences néfastes sur un secteur vital de la vie économique du pays.

Les remarques précédentes fournissent une clé de lecture du système de décision et de gestion et ses conséquences sur l'évolution économique du pays pendant ces quarante dernières années. Cette clé permet de comprendre les logiques des grandes décisions prises et leur dénaturation, en matière de marocanisation des terres et des entreprises industrielles commerciales ou de services. Elle permet d'apprécier les continuités et les retournements, non selon une logique de développement, mais sous l'impulsion des intérêts changeant d'une période à l'autre et en fonction de la compétition des groupes de pression. C'est ainsi que la reprise des terres de la colonisation se justifiait pour des raisons économiques, politiques et dans la perspective d'une large réforme du secteur agricole. Mais leur appropriation par des privés ou leur gestion par des organismes étatiques, après des errements en matière d'exploitation, se sont traduites par un recul technique et économique. A des exceptions près, le déficit financier de leur gestion administrative n'a d'égal que l'exploitation déplorable par le privé de fermes qui étaient auparavant des modèles de rentabilité et de performance. Tout cela se traduit, en fin de compte, par le gaspillage du patrimoine du pays en potentialités agricoles et possibilités foncières. Il en est ainsi de la marocanisation des entreprises industrielles dont le contrôle des bénéfices est tendu vers des gains rapides, mettant en danger l'outil même de production. Mais comme leurs activités ont été fortement protégées, les acquéreurs de bonnes affaires à bon compte sont davantage intéressés par le patrimoine foncier des entreprises que par les performances industrielles

de leurs usines. Ainsi les structures anciennes perdurent en se dégradant. Le capital étranger est sollicité de nouveau, sous prétexte d'attirer les investissements. Cet appel se solde souvent par des exportations de capitaux d'entreprises touristiques ou industrielles, de gestion ou de service, déclarées en déficit chronique, quelque temps auparavant.

Les contradictions de cette évolution se révèlent particulièrement dans le système bancaire et de crédit. Ses ressources financières ne sont pas destinées à irriguer l'économie par des crédits attribués à la promotion d'activités génératrices d'emploi et d'encouragement à la production. Le souci majeur est de faire du bénéfice. Le Maroc présente le paradoxe d'avoir des banques florissantes, réalisant des bénéfices considérables, alors que le pays est parfois en pleine crise financière. Le secteur industriel répugne à s'adresser à ce système bancaire, car le prix de l'argent est trop élevé ; il préfère se tourner vers la spéculation foncière pour garantir l'existence de l'entreprise. On a ainsi deux types d'industriel : ceux qui font de la spéculation foncière pour protéger financièrement leur patrimoine-outil de production et ceux qui se déclarent industriels pour bénéficier des dotations foncières réservées à la création de nouvelles entreprises, dotations qui seront plus tard recyclées dans la spéculation foncière. Le système bancaire est plus un outil de spéculation dont profitent des réseaux liés au pouvoir qu'un véritable instrument de développement de l'économie.

De l'ajustement structurel à la mise à niveau : une économie contrainte

L'orientation libérale-dirigiste de l'économie du pays a semblé donner quelques résultats satisfaisants, portée alors par une conjoncture favorable externe qui a duré jusqu'aux années 70 ; mais à partir des années 80 les symptômes d'une réelle crise économique nécessitent un plan de stabilisation drastique dont les conséquences sociales et économiques ont touché fortement les couches moyennes et les classes populaires : extension du chômage, blocage des salaires, augmentation des prix de consommation des produits de base. Toute une série de mesures financières, de réduction des importations et d'encouragement de l'exportation, d'encadrement du crédit, de rééchelonnement de la dette est prise pour le rétablissement des équilibres fondamentaux des finances publiques. L'ajustement structurel se traduit en déficit des prestations sociales dans le domaine de la santé, du logement, l'éducation et de l'emploi. Il a eu comme conséquence des explosions de mécontentement populaire, de protestation contre la dégradation de la situation économique et sociale. Les processus d'appauvrissement ont été accentués par une longue série d'années marquées par de sévères sécheresses. Les campagnes ont particulièrement souffert de cette longue crise qui s'est traduite par une forte émigration vers les villes. L'extension des bidonvilles est liée à cette dégradation des conditions de vie dans les campagnes dont certains habitants ont dû quitter leur village,

faute d'eau. Dans les périphéries urbaines, les lotissements clandestins se multiplient d'une manière continue, parfois avec la complicité des élus et des autorités locales.

Une économie délabrée s'est trouvée, au début des années quatre-vingt dix, face aux exigences de la mondialisation. Or, non seulement les entreprises, mais aussi le pays lui-même se trouvent en situation de déficit en matière d'infrastructures de base pour affronter les changements de perspective. La mise à niveau devient davantage un discours qu'une réalité tangible. La ville la plus qualifiée pour devenir une grande métropole, Casablanca, n'a pas les équipements nécessaires pour tenir son rôle de capitale économique du pays, ouverte sur l'extérieur.

Conclusion

Aux lendemains de l'Indépendance, le Maroc a reçu de la colonisation une société et une économie duales. Les espoirs étaient alors tournés vers la résorption du dualisme. Or il n'en a rien été. L'image la plus expressive et la plus frappante de sens est l'incapacité des pouvoirs publics à éradiquer les bidonvilles, quoi qu'en dise le slogan actuel « villes sans bidonville ». Certains de leurs vieux habitants doivent bien être amers, car ils ont participé activement à la lutte pour l'Indépendance. Ils sont les laissés-pour-compte du modèle de développement économique chaudement recommandé par les experts des institutions financières et de développement qui n'ont cessé de commettre des erreurs d'analyse et d'évaluation, pour reconnaître tardivement que le modèle proposé mérite quelques « réajustements » ou une meilleure « gouvernance »... La crise économique mondiale vient de démontrer que ces institutions sont loin de pouvoir maîtriser les rouages de l'économie mondiale qu'elles ont dominée avec condescendance. Leur gestion des affaires des pays du Tiers-Monde explique, en partie, leur naufrage. Mais ne faut-il pas également s'interroger sur le rôle des élites dans l'échec des modèles de développement dont les vertus ont été tant chantées par les prophètes de la Banque mondiale et du FMI ? Pour le Maroc, la donne semble inchangée : l'élite avait raté l'entrée du pays dans le vingtième siècle ; est-elle en voie de rater son entrée dans la modernité pour faire face aux enjeux de la mondialisation ?

Références bibliographiques

- Ayache Albert (1956), *Bilan d'une colonisation*, Maspero, Paris.
- Charles de Foucauld (1988), *Reconnaissance au Maroc*, 2 volumes, L'Harmattan, Paris.
- El Aoufi Noureddine (1999), « La réforme économique : stratégies, institutions, acteurs », *Maghreb-Machrek*, n° 164, avril-juin, La Documentation française, Paris.
- Guillaume Albert (1955), *l'Evolution économique de société rurale marocaine*, Paris.
- Hoffherr René et Roger Moris (1934), *Revenus et niveau de vie indigènes au Maroc*, Paris.
- Nicolas Michel (1997), *Une économie de subsistance. Le Maroc précolonial*, Institut français d'archéologie orientale, 2 tomes, Le Caire.